

« Economie du bonheur » et développement humain

Depuis une trentaine d'années, des sondages tentent de mesurer les taux de bien-être ou de bonheur des populations, en relation avec les niveaux de richesse ou de pauvreté, avec la croissance ou les produits intérieurs bruts (PIB)... « La Croix » analyse les indicateurs et aussi les mises en pratique de cette « autre économie » tournée vers le développement social et spirituel de l'humanité.

ANTOINE PEILLON

JEAN-BAPTISTE DE FOUCAULD (1)

L'abondance frugale, ligne d'horizon d'une mondialisation réussie

Alexandre Dumas, se référant à Horace, l'a fort bien dit : « *L'argent est un bon serviteur, mais un mauvais maître* ». L'argent n'est maîtrisé que s'il est au service d'un projet, un projet qui le dépasse, un projet dont la valeur spirituelle excède la légitime utilité sociale. Ce fut le cas pendant les Trente Glorieuses : il s'agissait alors de reconstruire et de réparer les dommages de la guerre, puis d'assurer la montée en puissance du progrès économique et de la sécurité sociale. Ce projet-là est désormais à bout de souffle. Le progrès économique ne va plus nourrir comme auparavant le progrès démocratique. Mais nous n'en avons pas encore clairement conscience. De ce fait, la grande crue du fleuve des désirs, stimulés de toutes parts, ne parvient plus à rentrer dans le lit restreint des moyens de les satisfaire. L'exclusion et la dette sont les enfants naturels de cette situation de plus en plus dramatique. Le chacun pour soi a tendance à gagner du

terrain. Comme il n'y a pas de projet collectif de remplacement pour les orphelins des Trente Glorieuses, comme une certaine forme d'individualisme triomphe, réussir sa vie, c'est gagner de l'argent, car l'argent, apparemment, peut tout. L'argent n'est plus au service d'un projet, l'argent est devenu lui-même, à lui tout seul, le projet. Le projet qui permet tous les projets. L'argent est la mesure de la valeur, le régulateur en dernier ressort, la nouvelle forme du sacré. Comment le mauvais maître peut-il redevenir bon serviteur ?

En reconsidérant et en élargissant la notion de richesse : celle-ci est autant relationnelle et spirituelle que matérielle. L'argent ne vaut que pour la dernière de ces trois formes et peut nuire aux deux autres. Comment rééquilibrer notre vision utilitariste et atrophiée ?

En renonçant à cette vision fallacieuse de l'abondance illimitée et réduite à sa dimension matérielle où la course de tous vers le superflu prétend permettre à chacun d'accéder à l'essentiel. En adossant à la belle idée biblique d'abondance un principe compensateur de frugalité qui permet d'en éviter les excès et

Le progrès économique ne va plus nourrir comme auparavant le progrès démocratique.

les injustices, et de l'organiser en vue de permettre à chacun d'accéder à ce qui est pour lui essentiel. L'abondance frugale, telle est désormais la ligne d'horizon d'une mondialisation réussie et d'une démocratie authentique, retrouvant ses sources spirituelles profondes et permettant à chacun de donner le meilleur de lui-même au service de tous. La gestion de l'argent et de la monnaie doit être mise au service de cette quête.

Comment opérer ce changement culturel ? En s'inspirant des principes de philosophie

politique préconisés par le pape François dans sa *Joie de l'Évangile* (2) : il importe plus d'« *initier des processus plutôt que posséder des espaces* », et il convient de se rappeler que « *l'unité prévaut sur le conflit* », les divergences de moyens ne devant pas entraver la marche vers le but commun. En mettant en œuvre des méthodes nouvelles de transformation sociale, comme nous essayons de le faire au Pacte civique : il s'agit de s'engager tous ensemble, personnes, organisations, responsables politiques, à changer nos comportements pour les rendre à la fois plus sobres, plus créatifs, plus soucieux de justice sociale et écologique, et plus fraternels.

(1) Jean-Baptiste de Foucauld, auteur de *L'Abondance frugale, pour une nouvelle solidarité* (Odile Jacob, 2010), est l'un des porte-parole du Pacte civique (www.pacte-civique.org) et le président de Démocratie et spiritualité (www.democratie-spiritualite.org).

(2) Bayard, 2014.

DOMINIQUE MÉDA (1)

Partager les biens constitutifs du bien vivre

Qu'est-ce qu'une société riche ? Cette question ne fait pratiquement plus débat aujourd'hui tant s'est imposée l'idée que le critère déterminant en la matière était la quantité de production de biens et services, et plus précisément son taux de croissance annuel. La richesse d'une société s'estimerait donc à l'aune de la fameuse « croissance » que tous les responsables politiques veulent faire revenir. Et plus les politiques d'austérité plongent les peuples européens dans la dépression et conduisent sûrement au démantèlement des protections, plus le « retour de la croissance » apparaît comme un véritable veau d'or, la potion magique qui pourrait redonner à nos sociétés leur vigueur d'antan.

Mais s'il semble que nous avons besoin aujourd'hui, à court terme, de croissance, notamment pour lutter contre le chômage, et s'il est évident que la croissance nous a

apporté, au cours des siècles derniers, d'immenses bienfaits, il n'en reste pas moins qu'elle a également été génératrice de maux et de dégradations, à la fois sur notre patrimoine naturel et sur notre santé sociale. Ces maux ont été longtemps été occultés, notamment du fait de la construction de notre indicateur fétiche, le PIB, qui n'est capable de rendre compte ni de ce qui constitue d'indéniables sources de bien-être individuel et collectif (les activités bénévoles, le temps familial, amical, conjugal, mais aussi politique et citoyen), ni des inégalités de consommation ou de production, ni des atteintes irréversibles portées au patrimoine naturel, à la cohésion sociale et au capital civique d'une nation, toutes ressources qui constituent les véritables richesses d'une société.

De quoi devons-nous aujourd'hui poursuivre la croissance ? Quel est notre patrimoine le plus précieux ? De quoi avons-nous besoin pour vivre comme des êtres humains ? On reconnaîtra sans conteste

que le caractère « habitable » de notre monde constitue une condition sine qua non de notre existence, ce qui fonde l'impératif de Hans Jonas : « *Vis de telle sorte que ton action soit compatible avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre.* » L'autre condition avait déjà été considérée par Aristote comme déterminante : la Cité, c'est-à-dire la communauté de citoyens unis par un lien ni économique ni social mais spécifiquement politique. Celui-là même dont Platon expliquait dans le *Protagoras* qu'il était soutenu par les capacités proprement politiques, distribuées de manière radicalement égales entre tous les citoyens.

Il ne s'agit pas ici d'en appeler au retour à la démocratie antique en sautant allègrement par-dessus les acquis de la modernité. Mais peut-être de rappeler que nous voyons chaque jour combien les

Quel est notre patrimoine le plus précieux ?

capacités civiques, l'aptitude à la paix et à la civilité plutôt qu'à la barbarie sont des ressources déterminantes pour une société et son avenir. Et que s'être donné comme objectif exclusif la croissance risque de nous faire négliger les véritables sources de l'inscription de nos sociétés dans la durée, sources parmi lesquelles l'égalité tient une place centrale, comme le rappelait Rousseau : « *Beaucoup d'égalité dans les rangs et dans les fortunes, sans quoi l'égalité ne saurait subsister longtemps. Peu ou point de luxe, car ou le luxe est l'effet des richesses, ou il les rend nécessaires ; il corrompt à la fois le riche et le pauvre, l'un par la possession, l'autre par la convoitise ; il vend la patrie à la mollesse, à la vanité ; il ôte à l'État tous ses citoyens pour les asservir les uns aux autres, et tous à l'opinion.* »

(1) Philosophe et sociologue, professeur de sociologie à l'université Paris-Dauphine, auteur, entre autres, de *La Mystique de la croissance. Comment s'en libérer*, Flammarion, nouvelle édition en collection de poche (Champs actuel), 2014.



XINHUAZUMA/REA

Ferme sur le toit d'un building à Brooklyn (New York). Les actions menées par des groupes engagés sont «autant de tentatives de réponses décentralisées à une crise globale, qui est autant sociale qu'écologique», selon Bénédicte Manier.

BÉNÉDICTE MANIER (1)

Le nouvel âge de la société civile agissante

C'est un phénomène polymorphe, difficile à quantifier et qui n'a pas vraiment de nom. Mais la multiplication des initiatives de la société civile, amorcée il y a deux décennies et accélérée par la crise, s'observe maintenant partout autour du globe.

L'économie collaborative, par exemple, permet maintenant à des millions de personnes de partager biens, lieux et services, mais aussi de s'alimenter, de voyager, de recycler, de réparer, d'apprendre et de produire au sein de nouveaux circuits d'échanges.

De même, les formes coopératives de travail s'étendent aujourd'hui à de nouveaux secteurs, comme l'épargne, les énergies renouvelables, les crèches, les écoles, les hôpitaux (aux États-Unis et au Canada) mais aussi l'habitat, avec la construction de logements participatifs et écologiques.

De son côté, l'agriculture urbaine, issue des pays du Sud, a essaimé dans tous les pays industrialisés, non seulement pour verdifier les villes, mais aussi pour créer des circuits courts alimentaires et nourrir les plus démunis. Fermes urbaines et jardins partagés ont ainsi vu le jour par centaines, à Montréal, Buenos Aires, Copenhague, Berlin, Moscou, Hong Kong ou encore Washington, Seattle ou New York (aux États-Unis, un million de personnes y sont engagées).

La multiplication de ces actions n'est pas le fruit du hasard. Elles sont autant de tentatives de réponses décentralisées

à une crise globale, qui est autant sociale qu'écologique. En témoignent par exemple les opérations de reforestation de milliers d'hectares en Inde et en Afrique, ou les créations de coopératives d'énergies vertes aux États-Unis et en Europe du Nord : au Danemark, ces coopératives locales, gérées par les habitants, ont déjà construit 86 % du parc éolien du pays.

Le trait commun de ces initiatives est d'être portées par des classes moyennes qui, quel que soit le continent, n'ont jamais été aussi éduquées, connectées et conscientes des enjeux planétaires. En quelques années a émergé une génération mondialisée, qui pense « global » et agit « local ». Aux États-Unis, les 20-35 ans forment aujourd'hui la génération la plus *civic-minded* – engagée civiquement – depuis les années 1930, désireuse d'agir pour les autres et pour la planète. Une tendance qui se retrouve ailleurs dans le monde et qui explique sans doute l'essor des vocations d'entrepreneurs sociaux parmi les jeunes diplômés des pays industrialisés et émergents.

Pourtant, le développement de ces initiatives traduit également une forme de désillusion : dans de nombreux pays, la population attend désormais moins de l'action publique que de son propre investissement dans des actions concrètes. D'où l'émergence de nouvelles solidarités de terrain (réseaux de dons, cliniques gratuites, épicerie ou ateliers solidaires, entreprises d'insertion...). D'où, aussi, l'essor de l'autofinancement participatif,

qui donne désormais à la société les moyens d'agir elle-même dans l'humain ou la création d'entreprises.

Dans cette dynamique d'ensemble, diverse et hétérogène, deux tendances communes se dessinent.

La première est l'organisation croissante en réseaux internationaux, à l'image des banques éthiques, des « Fab Labs » ou des entrepreneurs sociaux.

En quelques années a émergé une génération mondialisée, qui pense « global » et agit « local ».

La seconde est l'apparition de nouvelles qualifications au sein de la société, grâce à des technologies accessibles : initiatives de télémédecine en Afrique, échanges de solutions d'agroécologie entre pays du Sud, développement des techniques en *open source*, croissance des plates-formes gratuites d'*e-learning*...

Cette émergence mondiale de comportements plus collaboratifs et plus écologiques est le signe évident d'une transition vers de nouvelles valeurs. Elle traduit aussi un niveau de maturité inédit de la société civile, qui devrait accroître sa capacité d'action à l'avenir, mais qui fait déjà d'elle une actrice essentielle du changement social.

(1) Journaliste, auteur d'*Un million de révolutions tranquilles. Travail, habitat, argent, santé, eau... Comment les citoyens changent le monde* (Les Liens qui libèrent, 2012) et de *L'Inde nouvelle s'impatiente* (Les Liens qui libèrent, 2014).

REPÈRES

L'« AUTRE ÉCONOMIE » EN PLEINE CROISSANCE

- **L'économie sociale et solidaire (ESS)** cherche à concilier activité économique et utilité sociale, donnant la primauté aux personnes sur la recherche de profits.
- **L'ESS représente 10 % du PIB et près de 10 % des emplois en France.** Ce secteur compte environ 200 000 entreprises et structures et quelque 2,35 millions de salariés. Par ailleurs, la loi du 31 juillet 2014 a renforcé les sociétés coopératives et participatives (scop). Environ 25 800 coopératives françaises emploient plus de 300 000 salariés.
- **À lire (et à regarder)**, outre les livres de nos contributeurs :
 - *L'Économie du bonheur*, de Claudia Senik, Seuil, coll. «La République des idées», 2014 ;
 - *Les Défricheurs. Voyage dans la France qui innove vraiment*, d'Éric Dupin, La Découverte, 2014 ;
 - *Sacrée croissance!* (un film, en DVD, et un livre), de Marie-Monique Robin, La Découverte ;
 - *Le Tour de France des alternatives*, d'Emmanuel Daniel, Seuil et Reporterre, 2014 ;
 - *Ils changent le monde. 1001 initiatives de transition écologique*, de Rob Hopkins, Seuil, 2014.

EXTRAIT

L'environnement, facteur essentiel du développement (1)

« Les conditions environnementales sont au centre des préoccupations en matière de soutenabilité des trajectoires de développement actuelles, et certaines interactions essentielles entre économie et environnement ont débouché sur une action en vue d'étendre les outils comptables classiques. Toutefois, les conditions environnementales ont également des effets très directs sur la qualité de la vie à l'époque actuelle. En premier lieu, elles agissent sur la santé humaine, à la fois directement (par la pollution de l'air et de l'eau, les substances dangereuses et le bruit) et indirectement (par le changement climatique, les transformations des cycles du carbone et de l'eau, la perte de biodiversité et les catastrophes naturelles qui nuisent à la santé des écosystèmes). »

(1) «Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social», dirigé par Joseph E. Stiglitz (Columbia University), Amartya Sen (Harvard University) et Jean-Paul Fitoussi (IEP de Paris), septembre 2009. En ligne sur : www.stiglitz-sen-fitoussi.fr